

Mae Azango, reporter au quotidien « FrontPage Africa » et à « New Narratives », un projet qui appuie les médias indépendants en Afrique, a publié le 8 mars un article qui décrivait comment des tribus procèdent à des mutilations génitales sur presque deux filles sur trois dans le pays.

Après la parution de l'article, Azango a reçu des menaces de mort qui l'ont forcée à quitter son domicile. « Ils ont laissé des messages et ont dit aux gens de me dire qu'ils allaient m'attraper et me couper pour me faire taire », a-t-elle dit au CPJ.

Le rédacteur en chef de « FrontPage Africa », Wade Williams, a dit que plusieurs personnes en ville l'avaient confrontée au sujet de son article, qui a fait l'objet de vastes discussions dans les émissions de radio.

Williams a également déclaré que le journal et ses employés recevaient des appels téléphoniques de menaces. « Ils ont dit que si nous nous mêlions de leurs affaires, nous n'aurions que nous-mêmes à blâmer s'il nous arrivait quelque chose », a dit Wade au CPJ.

Le Directeur adjoint de la Police nationale, Al Karley, a déclaré qu'il avait fait de l'affaire Azango une affaire de haute priorité.

Le CPJ a demandé de l'aide à la Présidente Ellen Johnson Sirleaf, « en tant que première et unique femme chef d'État d'Afrique et championne des droits des femmes ».

« Nous croyons que votre direction politique est requise afin de garantir que le gouvernement prendra les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et le bien-être de cette journaliste », dit le CPJ dans sa lettre.

Les mutilations génitales chez les femmes sont aussi un sujet tabou ailleurs en Afrique. En 2010 en Gambie, les autorités ont arrêté la militante des droits des femmes et journaliste Amie Bojang-Sissoho et la Dre Isatou Touray, du Comité de la Gambie sur les pratiques traditionnelles nuisibles (Gambia Committee on Traditional Harmful Practices), une organisation qui fait campagne contre les mutilations génitales féminines et autres pratiques discriminatoires.

Elles n'ont été libérées qu'après que les médias internationaux eurent attiré l'attention sur leur cas, mais elles sont toujours en attente de procès sur la foi d'accusations bidons de détournement de fonds, selon ce que rapporte l'Organisation mondiale contre la torture.

En février 2009, quatre femmes journalistes ont été prises en otages à Kanema, en Sierra Leone, par des membres d'un groupe féminin traditionaliste appelé Société Bondo, selon ce que rapporte la Fondation pour les médias en Afrique de l'Ouest (Media Foundation for West Africa, MFWA). Le groupe contestait la couverture par les journalistes des pratiques de mutilation génitale sur les femmes dans le pays.

Le populaire chanteur de reggae Tiken Jah Fakoly a été menacé et interdit de son pays d'origine, la Côte d'Ivoire, pour avoir chanté des chansons sur des questions controversées, notamment les mutilations génitales féminines.

Source: allAfrica